

DREAL Pays de la Loire  
Service SCTE  
M. David PIERRE

**Objet :** réponse demande pièces complémentaires, exonération cas par cas  
**Réf. :** 2022-6628

Meyreuil, le 04 avril 2023

Monsieur,

À la Suite de votre courrier de demande de pièces complémentaires du 20 décembre 2022 concernant notre demande d'exonération au cas par cas, vous trouverez nos réponses en pièce jointe et ci-dessous.

La demande de pièces complémentaires se résume à :

- 1) Modification ICPE ;
  - 2) Rubrique 47b « premier boisement » ;
  - 3) La demande au cas par cas doit être présentée par la société et par l'exploitant ;
  - 4) Rubrique 4.3 : précisions des dispositions contre la contamination par fientes d'oiseaux sauvages ;
- 1) Le projet d'implantation d'abris à volailles mené par NOVAFRANCE Energy viendra équiper les parcours à volailles de M. BRONDY dans le but d'optimiser le bien-être de ses volailles, conformément aux directives européennes et françaises sur le bien-être animal. Les abris à volailles ne changeront en rien son statut ICPE puisque la mise en place d'abris à volailles n'a aucun impact sur la taille de son cheptel.
- L'exploitation de M. BRONDY est donc toujours classée au régime de la déclaration des ICPE.
- Notre projet ne consiste donc absolument pas en la création de nouveaux bâtiments d'élevage, mais simplement à la mise en place d'abris à volailles pour le bien-être des volailles (conformément aux exigences réglementaires).
- Vous trouverez en pièces jointe le changement d'exploitant pour une installation classée relevant du régime de la déclaration (preuve de dépôt n°A-2-N6E72F6EZ7). Lors de cette déclaration, le nombre de volailles était de 13 400 animaux équivalents. Après l'aménagement du parcours par les abris, le nombre de volailles restera identique.
- 2) Concernant la rubrique 47 b : sur cette demande, notre projet n'est pas soumis à cette rubrique car la notion de mise en place de « premier boisement » d'un terrain d'assiette est de 300 à 500 arbres par hectare. Or, notre projet consiste en la mise en place d'agroforesterie sur 3,8 hectares, avec un total de plantations de 42 arbres, ainsi que 180 mètres de haie en sortie de trappes. La densité de nos plantations ne peut donc pas être assimilée à la création d'un boisement de par la très faible densité des plantations.

- 3) L'élevage étant seulement classé « déclaration » à l'ICPE, le site ne relève pas du champ d'application de l'évaluation environnementale et cette nouvelle demande conduit à créer un projet global relevant du champ d'application de l'évaluation environnementale.

La demande d'examen au cas par cas devrait alors porter sur le nouveau projet global.

Nous insistons sur l'absence initiale de prescriptions environnementales sévères sur ce site car seulement en « déclaration » ICPE.

De ce fait, d'après nos conseils (avocats Kalliopé) le régime juridique vis-à-vis de la législation ICPE applicable aux sites d'élevage intéressés par notre projet d'abris à volailles étant seulement classé « déclaration » ICPE, l'exploitant n'a pas lieu de co-porter le projet.

De plus, selon l'article L. 122-1 du code de l'environnement, la demande au cas par cas doit être effectuée par le maître d'ouvrage, c'est-à-dire l'auteur de la future demande de permis de construire relative aux abris à volailles (NOVAFRANCE Energy). L'exploitant de l'élevage nous loue les parcelles nécessaires à ces abris et son élevage en bénéficiera mais il n'assumera pas les obligations et responsabilités liées à leur construction et leur exploitation-maintenance de sorte qu'il ne sera pas cotitulaire du permis de construire et qu'en conséquence, il n'a pas à se joindre à notre demande d'examen au cas par cas dès lors que la législation ne l'impose pas.

- 4) Notre concept d'abris à volailles intègre sur chaque abri à volailles, la mise en place de pics anti perchage afin de rendre impossible le perchage des oiseaux sauvages et migrateurs, et donc aucune augmentation de présence des déjections d'animaux sauvages. Le retour d'expérience sur nos premières constructions, réalisées en avril 2021, a montré une totale efficacité de ces systèmes anti perchage.

En espérant que vous donnerez une suite favorable à notre demande d'exonération au cas/cas,

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.



Mr Yves Le Bel

[contactpc@novafranceenergy.com](mailto:contactpc@novafranceenergy.com)

Pièce jointe :

- Récépissé de la déclaration du changement d'exploitant de l'ICPE ;



PREUVE DE DEPOT N° A-2-N6E72F6EZ7

**DECLARATION DU CHANGEMENT D'EXPLOITANT  
D'UNE INSTALLATION CLASSEE RELEVANT  
DU REGIME DE LA DECLARATION**  
Article R512-68 du code de l'environnement

Nom et adresse de l'installation :

BRONDY BRUNO

278 ROUTE DE LA ROCHE SUR YON

85210

STE HERMINE

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation : .....
- une installation classée relevant du régime d'enregistrement : .....

Ancien

exploitant :

BRONDY ANITA

Date effective du changement d'exploitant : .....

Reprise partielle des activités par le nouvel exploitant : .....

Déclarant : BRONDY BRUNO

Date de la déclaration du changement d'exploitant : .....

Le déclarant a demandé à être contacté par courrier postal pour la suite des échanges : .....

La présente preuve de dépôt vaut récépissé au titre de l'article R512-68 du code de l'environnement.

Le déclarant a demandé, en tant que personne physique, l'anonymisation de sa déclaration

Reprise d'installations classées soumises à l'obligation de contrôle périodique  
(rubriques ICPE avec régime « DC »).....

Si oui : Justificatif de réalisation du dernier contrôle périodique pour les rubriques concernées :